

# «Les écoles de formation religieuse du monde islamique ne sont pas adaptées à la modernité»



**INTERVIEW** Intellectuel reconnu de l'islam en Europe, l'imam Yahya Pallavicini plaide pour un enseignement plus ouvert des questions religieuses à l'école.

LUCIE MONNAT  
lucie.monnat@lematindimanche.ch

Au lendemain du 23 octobre, la France s'est réveillée sonnée après l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire-géo de

Conflans mort pour avoir voulu débattre de la liberté d'expression avec ses élèves. Après le dégoût et la colère, l'émotion fait place aux premiers questionnements. Comment aborder la question des religions et de la liberté d'expression dans un contexte où ce qui touche à l'islam est devenu fort délicat?

La question sera débattue lors du colloque «L'islam en classe», organisé par le Centre suisse islam et société (CSIS) de l'Université de Fribourg (*lire ci-contre*). Parmi les invités, une des personnalités les plus importantes de l'islam en Europe: Yahya Pallavicini, président et imam de la Communauté religieuse islamique italienne (Coreis).

**Selon l'imam Yahya Pallavicini, il faut dépassionner l'approche de l'islam et l'étudier au même titre que les autres religions.**

Corinne Simon/CIRIC

**Quelle a été votre première réaction à la nouvelle de l'attentat de Conflans?**

Une grande douleur, évidemment. Tuer un professeur représente une double violence. Il y a l'assassinat, intolérable, et le fait de s'en prendre à une personne qui est au service de la connaissance. La recherche et la transmission du savoir constituent une base fondamentale de l'islam. Il est inacceptable que notre religion et une prétendue défense des musulmans servent d'alibi pour commettre un tel crime.

**«Il y a une grande décadence dans la communauté musulmane contemporaine»**

Yahya Pallavicini, président et imam de la Communauté religieuse islamique italienne (COREIS)

**En tant qu'imam, que diriez-vous à un jeune qui se sent profondément offensé par les caricatures de Mahomet?**

Que je peux comprendre sa réaction, mais qu'il faut respecter la liberté de chaque personne, dont celle des enseignants, de partager sa vision des choses. Le seul débat admis par l'islam est intellectuel et ne peut en aucun cas dégénérer dans la violence. Il faut également engager une discussion sérieuse sur l'opportunité d'avoir une telle réaction. Réagir de manière hypersensible face à un dessin, c'est faire toute une montagne de pas grand-chose. Le musulman instruit sait faire la différence entre la réalité du Prophète et ses caricatures. En quoi peut-il se sentir offensé?

**Comment aborder l'islam à l'école?**

Aujourd'hui, il est difficile d'apprendre ce qu'est l'islam, à n'importe quel niveau - historique, géographique ou religieux. Il faut essayer de réorienter son étude comme celle d'une civilisation au même titre que les autres: chrétienne, juive, bouddhiste... Il faut dépassionner l'approche. Ensuite, il faudrait faire connaître les périodes de l'histoire où des croyants ont manipulé leur identité religieuse pour s'engager dans des conflits fratricides. Mais aussi les autres périodes où, tant en Orient qu'en Occident, les citoyens, les croyants sont arrivés à vivre ensemble en harmonie. Éduquer en aidant à reconnaître, d'un côté, les fruits de la coopération religieuse qui se sont manifestés au cours de l'histoire ou, de l'autre côté, les effets de la manipulation des religions au service d'intérêts politiques ou commer-

ciaux, cela permettrait de réduire la tendance qui veut associer le bien à une seule identité et le mal à une autre. On ne peut pas affirmer que le bien absolu, c'est l'islam, et que la laïcité est le mal absolu.

**C'est votre vision. Certains imams, en Suisse comme en France, présentent des discours bien moins tolérants.**

C'est effectivement une réalité. Il y a une grande décadence dans la communauté musulmane contemporaine. Les écoles de formation religieuse du monde islamique - au Maroc, en Tunisie ou en Égypte - ne se sont pas encore suffisamment adaptées aux défis de la modernité et aux règles du système démocratique et laïc. Les milieux religieux arabo-musulmans considèrent que l'autorité est incarnée par Dieu seul et que les juristes sont des théologiens. Cela crée un fossé très important avec la société postmoderne, qui conçoit de façon totalement différente l'autorité et le pouvoir. Ce qui a compliqué encore plus la situation, c'est l'émergence de l'islamisme politique en réponse à la décadence du nationalisme panarabe. En conséquence, on trouve, dans la nouvelle génération d'immigrés venus du monde arabo-musulman et du Pakistan, les étudiants de certains enseignants du fondamentalisme politique. Ils viennent faire les imams en Europe en pensant détenir la nouvelle vision du monde et de l'identité islamique et répandant une idéologie radicale. C'est dangereux et difficile à gérer. D'autant plus qu'ils sont très bien organisés, à l'instar des Frères musulmans.

**Que faire pour que les valeurs religieuses enseignées soient compatibles avec nos sociétés laïques?**

L'important est d'essayer d'identifier dans chaque ville, canton, des représentants fiables qui puissent jouer un rôle de pont entre les fidèles et les gouvernements, avec une fonction de coordination et de surveillance. Ils doivent surtout être indépendants des ambassades comme des courants idéologiques. Actuellement, ces deux mondes sont totalement déconnectés et ne communiquent plus. Ce que nous sommes en train de vivre au niveau international, la manipulation terroriste des données religieuses, devrait nous pousser à être moins ignorants du sacré. Il y a trop d'analphabétisme religieux, que ce soit dans la société civile ou chez les politiques. Ce que je propose, c'est une éducation interreligieuse. Car ce n'est que par la connaissance mutuelle qu'on arrive au vivre-ensemble.

## Colloque en ligne sur l'islam à l'école

Le Centre suisse Islam et société (CSIS) organise les 6 et 7 novembre le colloque «Islam en classe». Le débat portera sur des questions tournant autour de l'éducation: Comment le thème de la religion devrait-il être abordé à l'école? Quel espace l'école peut-elle donner aux besoins religieux des élèves? Le colloque aura lieu entièrement en ligne, coronavirus oblige.

<https://agenda.unifr.ch/e/fr/?eventid=7982>

# La Suisse doit agir contre les violences obstétricales

**TABOU** La députée Valérie Piller Carrard (PS/FR) demande un rapport national. La gauche l'appuie, mais aussi des élus centristes.

Cela va d'exams intimes brutaux à des gestes effectués sans consentement lors d'un accouchement ou à des propos sexistes: depuis 2014 et le lancement du mouvement #PayeTonUtérus, des dizaines de milliers de femmes ont témoigné sur les

réseaux sociaux de pratiques qu'elles ont vécues comme des maltraitances. Un terme les résume: violences gynécologiques et obstétricales.

En France, en 2018, un rapport du Haut Conseil à l'égalité entre hommes et femmes a abouti à 26 recommandations à l'attention des professionnels de la santé. En Suisse, le tabou met du temps à se lézarder (*«Le Matin Dimanche», 17 novembre 2018*). C'est pourquoi la conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR) monte au front. «J'ai repris ce thème suite à une interpellation de mon ancienne collègue Rebecca Ruiz (PS/VD), explique-t-elle. En guise de réponse, le

Conseil fédéral disait n'avoir aucune statistique par rapport aux violences gynécologiques et obstétricales. Il laissait aussi aux sociétés médicales le soin de faire des recommandations. Ce n'est pas suffisant! Aujourd'hui, on doit aller plus loin.»

Devenue conseillère d'État dans le canton de Vaud, Rebecca Ruiz a mis en place un dispositif spécifique au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV). Mais cela reste un cas isolé. Et pour cause: le terme même de «violences gynécologiques et obstétricales» heurte une grande partie des professionnels de la santé. Dans son rapport, le Haut Conseil fran-



**Valérie Piller Carrard: «Le Conseil fédéral laissait aux sociétés médicales le soin de faire des recommandations. Ce n'est pas suffisant!»** Keystone

çais à l'égalité le souligne: «Ces actes sont le fait de soignant-e-s - de toutes spécialités - femmes et hommes, qui n'ont pas forcément l'intention d'être maltraitant-e-s.»

**Reconnues par l'OMS**

Valérie Piller Carrard espère qu'un rapport documentant l'ampleur de la problématique en Suisse encourage les sociétés médicales à s'interroger. «C'est toujours délicat de critiquer des professionnels. Mais nous sommes à un tournant par rapport à ces questions, qui sont de l'ordre de l'intime. Si nous n'en parlons pas, certains médecins ne peuvent pas non plus

se rendre compte de la violence parfois ressentie lors d'interventions ou d'exams.»

Le postulat est soutenu par la gauche mais aussi par les deux élus fribourgeoises du PDC, Marie-France Roth Pasquier et Christine Bulliard-Marbach. «Je n'ai pas été victime moi-même de telles violences, mais je trouve la question pertinente, explique Christine Bulliard-Marbach. La négligence ou le manque d'attention pendant l'accouchement sont certainement vécus comme violents par de nombreuses femmes et, à ce jour, on sait peu de choses sur l'ampleur de cette problématique pourtant reconnue par l'OMS.» LISE BAILLAT